



# DECLARATION

## SEANCE PLENIERE DU CSFPT

### DU 08 AVRIL 2026

Dans un contexte de hausse des prix de l'énergie et du carburant, de nombreux agents, notamment les plus modestes, rencontrent désormais des difficultés concrètes pour aller travailler. Le gel du point d'indice, combiné à des indemnités insuffisantes (indemnités kilométriques notamment), accentue ce décrochage.

La continuité du service public ne doit pas s'exercer sur le dos des agents qui utilisent leur véhicule personnel pour se rendre à leur travail, faute de transports collectifs adaptés ! Faire un plein d'essence, c'est payer 30% de plus actuellement ! Les trois quarts des agents de la fonction publique territoriale sont des agents de catégories C. Ceux dont le traitement de base est scotché au SMIC et dont les horaires de travail ne sont pas toujours compatibles avec ceux des transports collectifs. Rappelons que des nombreux agents territoriaux travaillent en milieu rural. Pour certains, le choix va être soit de remplir le réservoir de son véhicule soit de remplir son frigo ; ils ne pourront plus faire les deux.

La Confédération FO ainsi que l'Union Interfédérale des Agents de la Fonction Publique FO ont alerté le premier ministre sur cette situation. Force est de constater que, malgré l'explosion des prix du gaz et des carburants, le gouvernement n'envisage aucune mesure pour les salariés.

FO tient également à alerter sur le risque de spéculation, alors même que les prix appliqués ne reflètent pas les coûts réels des barils achetés, bien en amont. Les grands groupes pétroliers ont réalisé ces dernières années des bénéfices et des dividendes records, et rien ne justifie que les agents publics comme les salariés du privé et les ménages soient mis à contribution pour absorber des hausses artificielles.

Face à cette situation qui menace l'emploi et la croissance, nous demandons que le Gouvernement prenne, sans délai, les mesures nécessaires pour empêcher toute dérive spéculative, ramener les prix du gaz à un niveau au moins équivalent à celui observé avant le déclenchement du conflit au Moyen-Orient, et plafonner à 1,5€ le prix des carburants pour répondre à l'enjeu du pouvoir d'achat.

Pour FO, la hausse des prix de l'énergie impose plus que jamais la **revalorisation des salaires et des pensions** du public et du privé. Nous réaffirmons également **l'urgence à réévaluer les barèmes d'indemnités kilométriques et encourager la négociation de primes de transport.**